

Communiqué de la commission exécutive du SNPTAS CGT

LA VIOLENCE ET LA RÉPRESSION NE SONT PAS LES RÉPONSES ATTENDUES PAR LES POPULATIONS DE GUADELOUPE ET DE MARTINIQUE

Le Syndicat National des Personnels Techniques, Administratifs et de Service (SNPTAS CGT) des ministères de la transition écologique, de la cohésion des territoires et de la mer apporte son total soutien aux travailleurs de Guadeloupe et de Martinique en lutte.

Le SNPTAS CGT n'est pas dupe de la manœuvre du Gouvernement visant à réduire les revendications et la colère des populations guadeloupéennes et martiniquaises à la seule contestation de l'obligation vaccinale ou du pass sanitaire. Si l'obligation vaccinale a été le point de divergence à l'origine du mouvement, les revendications portées par les travailleurs en lutte dépassent ce seul conflit et portent sur des enjeux de pauvreté, de services publics abandonnés et de scandales sanitaires.

Depuis l'été, des plateformes revendicatives ont été déposées par les organisations syndicales et des manifestations sont organisées chaque semaine pour demander l'ouverture de négociations, sans réponse des autorités locales et du Gouvernement. Aujourd'hui, l'Etat veut réduire ces mobilisations à un simple mouvement contre la vaccination pour occulter la profondeur de la crise et les revendications qui sont au cœur de l'explosion sociale.

Les vraies raisons de la colère exprimée portent principalement sur des revendications laissées actuellement sans réponse sur la hausse des salaires et des minima sociaux, sur le maintien et le développement des services publics, sur la baisse du prix des carburants, sur la prise en charge totale des tests de dépistage de la maladie liée à l'utilisation de l'insecticide chlordécone dans les bananeraies.

Ces revendications doivent être entendues par le Gouvernement et les autorités locales qui doivent y apporter des réponses plutôt que de laisser pourrir la situation comme ils l'ont fait depuis des mois.

Le Gouvernement peut bien utiliser toutes les manipulations et stigmatisations possibles, notamment médiatiques. Les travailleurs ne sont pas dupes. C'est bien la démonstration d'une haine de classe dont il s'agit.

Les îles de la Guadeloupe et de la Martinique, n'ont, pour nos gouvernants, qu'un intérêt géopolitique et stratégique. Leurs habitants sont laissés pour compte. Preuve en est la proposition qui leur est faite d'ouverture de négociations pour une autonomie uniquement dans leur gestion des sujets sociaux, l'État français se réservant la gestion des sujets régaliens que sont la défense, la police et les affaires étrangères.... Il s'agit, quoiqu'il arrive, que ces départements d'Outre-mer ne coûtent rien ! Le quoiqu'il en coûte macroniste, ne s'applique pas à l'Outre-mer. Santé, éducation, travail, nos camarades de Guadeloupe et de Martinique sont abandonnés depuis bien longtemps. Leur fureur est légitime. Attention aux pièges libéraux : l'autonomie ne règle rien sans transferts financiers ; ces territoires ont besoin de financements importants, de péréquation financière avec nos autres départements français, pour une politique de santé digne de ce nom, pour un soutien social et une aide à l'emploi. Et les promesses ne suffiront plus à éteindre le feu de la colère sociale !

Le SNPTAS CGT condamne l'utilisation de la force et de la répression à l'encontre de travailleurs en lutte pour leur dignité et soutient les appels à la grève générale des CGT de Guadeloupe et de Martinique.

Il attend du gouvernement d'autres solutions que l'envoi du RAID et du GIGN pour réprimer les manifestants.

Il tiendra pour responsable le Gouvernement et son ministre de l'intérieur si cette répression conduisait à blesser grièvement, voire au pire à provoquer le décès de manifestants.

La Défense, le 29 novembre 2021

La Commission Exécutive du SNPTAS CGT